

TRIBUNE

# La légende Fukushima

Par Cécile Asanuma-Brice, Chercheure associée au centre de recherche de la Maison franco-japonaise de Tokyo(<http://www.liberation.fr/auteur/14984-cecile-asanuma-brice>) — 23 septembre 2014 à 18:06

Dans les débats énergétiques et face au changement climatique, l'industrie du nucléaire semble encore promouvoir la sécurité de ses services, après des désastres humains comme ceux de Tchernobyl ou de Fukushima, qui auraient dû suffire à mettre en évidence le coût humain inacceptable du nucléaire et à envisager des changements radicaux, comme ce fut le cas dans certains pays européens.

Dans ce contexte, la légende du «zéro mort», complaisamment entretenue par certains scientifiques, joue un rôle stratégique à chaque catastrophe, et on l'entend à propos de Fukushima désormais ; alors même que les autorités et les citoyens des pays concernés doivent faire face à une recrudescence de la mortalité de la population.

Trois ans et demi après l'accident de Fukushima, le nombre de décès relatifs à l'explosion de la centrale nucléaire Tepco Daiichi de Fukushima ne cesse de s'accroître. Selon

le journal *Tokyo Shimbun*, plus de 1 100 décès sont comptabilisés au 11 septembre. La population vieillissante, relogée dans des logements «provisoires», a été la première touchée. Le droit au refuge ne leur ayant pas été accordé, en dépit des recommandations faites par le rapporteur aux droits de l'homme de l'ONU, Anand Grover, suite à sa mission au Japon fin 2012, aucun accompagnement financier ne permet à ces habitants le relogement. Leurs conditions sanitaires se dégradent au fur et à mesure du temps qui passe, alors que d'autres décident de partir à leurs frais devant l'instabilité environnementale insupportable au quotidien. La chute dans une spirale de paupérisation touche une partie d'entre eux, livrée à la dépression et à l'alcoolisme. Les villes de Namie (333 décès), Tomioka (250 décès), Futaba (113 décès) et Okuma (106 décès), adjacentes à la centrale dont les fuites d'eau contaminée sont toujours hors de contrôle, comptent au total 802 décès, identifiés officiellement comme conséquents de l'explosion de la centrale (55 ont été enregistrés dans les six derniers mois). Le journal *Fukushima Minpo* tirait la sonnette d'alarme le 21 juin en rapportant les propos du ministère de l'Intérieur sur le nombre de suicides en recrudescence. La multiplication du nombre des cancers de la thyroïde doit également être prise en compte dans le bilan des conséquences sanitaires de l'explosion. Selon la commission d'enquête du département de Fukushima, 104 enfants de moins de 18 ans, parmi les 300 000 composants l'échantillon, ont été diagnostiqués comme atteints d'un cancer de la thyroïde. Les voix d'épidémiologues, à l'intérieur comme à l'extérieur du Japon, se lèvent pour contrer la position des experts de la commission départementale de Fukushima, selon laquelle ces cancers ne seraient pas conséquents de l'explosion. Ceux-ci «justifient» l'augmentation du nombre de cas par le perfectionnement des outils radiologiques actuels.

Dans la même logique d'une tentative de réconfort moral des habitants, et la double

perspective de la réouverture de la zone d'évacuation afin d'y reloger la population au plus vite, et du redémarrage programmé de deux centrales en 2014, le ministère de l'Environnement soutient, dans un rapport du 17 août, qu'en-deçà de 100 msv/an, il n'y aurait aucune conséquence sur la santé.

Le professeur Tsuda Toshihide, de l'université d'Okayama, spécialisé en épidémiologie, a remis en cause publiquement, l'enquête de l'université médicale de Fukushima, en affirmant d'une part que le rapport de l'OMS de 2013 notifie une augmentation présente et à venir du nombre de cancer à Fukushima, d'autre part que la position du gouvernement japonais niant les conséquences sanitaires en-deçà de 100 msv est une aberration scientifique. Le professeur Keith Baverstock, épidémiologue, ancien membre de l'OMS, dans une lettre ouverte au Comité scientifique de l'ONU sur les conséquences des émissions radioactives (UNSCEAR) s'en prend, quant à lui, au rapport 2013 de l'UNSCEAR en précisant que ce document n'est paru que trois ans après l'enquête sur laquelle il est basé en raison des conflits entre les membres qui composent la commission. L'un d'eux, le docteur Wolfgang Weiss, s'est opposé à sa publication, qui conclut à la négation de tout accroissement du nombre de cancers en rapport avec l'explosion. Néanmoins, ce rapport ne nie pas le fait que l'accident n'est en rien terminé, puisque, selon les déclarations même de Tepco (mai), la radioactivité s'échappe toujours de la centrale dans l'océan Pacifique et dans l'air.

Devant les doutes émis par les experts sur les rapports officiels, d'autres, qui émanent néanmoins des mêmes organisations (OMS, IAEA, ICRP) tranchent lors du 3<sup>e</sup> Symposium des experts internationaux à Fukushima, organisé par la fondation Sasakawa et l'université Médicale de Fukushima les 8 et 9 septembre. Le titre annonçait

le dépassement des querelles épidémiologiques pour, enfin, atteindre les sommets prometteurs de la résilience et de la reconstruction. Pour Abel Julio González qui, tout en étant membre de l'UNSCEAR, occupe la fonction de membre de la commission sur les normes sécuritaires de l'IAEA, tout est une question de communication et il s'agit d'abord de calmer les inquiétudes *«irraisonnées»* des populations dues, selon lui, au terme *«contamination»* qui, référant à la pathologie, fait peser sur l'irradiation une image négative. Idée reprise par Emilie van Deventer (OMS) qui propose l'intégration de workshops sur l'irradiation et ses bénéfices comparables à ceux du soleil, dans la formation des enfants d'écoles primaires. *«Quoi qu'il en soit, conclut-elle, nous devons gagner le pari du coût bénéfice.»*

Ces experts, si assurés de la valeur de leurs postulats psychologiques sur les peurs de l'opinion et les moyens de les manipuler, ne devraient-ils pas plutôt s'intéresser aux données et à l'évidence des conséquences en terme de santé publique que ce bref état des lieux nous a permis de montrer ?

Cécile Asanuma-Brice Chercheure associée au centre de recherche de la Maison franco-japonaise de Tokyo(<http://www.liberation.fr/auteur/14984-cecile-asanuma-brice>)

